

intentions de mon souverain, et je verrais avec satisfaction qu'il vous fût possible de me seconder dans la limite des instructions qui, avant tout, doivent guider votre décision*.

BAZAINE.

A la dernière heure, le maréchal confia aux soins de M. Bureau une dernière missive pour le malheureux prince.

Le 11 mars 1867, à 8 heures du matin, le commandant supérieur de Vera-Cruz faisait la remise de la place et du matériel d'artillerie mexicain au général Perez Gomez, qui les recevait au nom de son empereur. Ce général venait d'ordonner l'abandon des villes de Cordova et d'Orizaba, pour se concentrer à Vera-Cruz. Le lendemain même, les derniers régiments français, pressés sur nos navires, disaient adieu aux rives du Mexique et aux braves compagnons tombés sur la terre étrangère.

* La marine française n'accorda que trente quintaux de poudre, et l'amiral ne crut pas pouvoir céder de canonniers.

XXVII

Six semaines après, le *Souverain* était signalé en rade de Toulon. Aussitôt, le préfet maritime et le commandant de la subdivision se rendirent à bord du vaisseau qui portait le maréchal Bazaine. Au nom de leurs ministres respectifs, ils lui annoncèrent que l'ordre avait été donné de ne pas lui rendre d'honneurs. La population déjà prévenue de ces dispositions par la *Gazette du Midi*, qui n'avait pas été démentie par les autorités, se pressait sur le quai. Le maréchal dut traverser la foule, le cœur brisé, mais la tête haute; il avait la conscience, en posant le pied sur le sol natal, d'avoir complètement rempli son devoir de soldat français.

La France n'avait pas fêté, à leur retour du Mexique, des régiments qui n'avaient pas moins mérité que leurs aînés, revenus jadis de Crimée et d'Italie. Le même sentiment de réserve avait pu inspirer notre gouvernement dans son attitude officielle à l'égard du général en chef du corps expéditionnaire. Mais nous devrions croire que la réception qui a été faite au maréchal dans le palais des Tuileries, où il fut

appelé dès sa rentrée à Paris, l'a vengé des déceptions qu'il avait trouvées à son passage dans Toulon. Cette conjecture serait naturelle si on ne s'appuyait que sur une lettre émanée du cabinet du ministre de la guerre, écrite de Paris au moment même où le général Castelnau disait adieu au Mexique.

Paris, 15 février 1867.

Le maréchal Niel écrit par ce courrier à M. le maréchal Bazaine une lettre que vous verrez. Elle a été mise sous les yeux de l'Empereur, qui l'a fort approuvée. J'espère qu'elle cicatrifiera la blessure du maréchal, et que l'accueil qui lui sera fait à son retour en France complétera sa guérison.

Quelle pouvait être cette blessure? Toujours est-il qu'à la dernière heure de l'intervention du Mexique, à en croire le document qui précède, le gouvernement français aurait constaté que le général en chef avait mené sa tâche difficile à bonne fin jusqu'au terme de son commandement. Mais que pouvons-nous penser aujourd'hui? Notre gouvernement, si jaloux d'ordinaire de l'honneur de ses plus minces fonctionnaires, sait modérer la presse ou interdire la frontière aux feuilles étrangères quand elles s'écartent de certains principes. Déjà trois mois avant la rentrée en Europe de l'ancien général en chef, des pamphlets d'origine américaine ou autre inondaient librement notre pays, mettant ainsi au pilori le nom d'un maréchal de France, et donnant le change à l'opinion publique. On a vite oublié qu'un maréchal est tenu à la discipline du silence militaire, et que le gouvernement, dépositaire de l'honneur de ses grands militaires comme du sien propre, a seul le droit de parler. Mais ce droit est aussi un devoir imprescriptible, qui n'autorise pas de réticences,

et qui ordonne, après une enquête éclatante, ou de dégrader le général qui a trahi son vrai mandat et qui a forfait à la délicatesse et à l'honneur, ou bien de déclarer publiquement, après avoir été juste également pour tous, qu'il a bien mérité de son pays. L'armée, la France et l'Europe attendent avec impatience ce verdict suprême!

Ici s'arrête l'intervention française au Mexique. Les événements qui se sont écoulés pendant les trois derniers mois de la vie de Maximilien appartiennent au domaine de l'histoire mexicaine. L'élu de la politique française a succombé avec toute la fierté qui convenait au petit-fils de Charles-Quint. On ne peut pourtant s'empêcher de regretter qu'il ne se soit pas fait tuer à Queretaro, l'épée à la main. Un conquérant, vaincu par la fortune, tombe avec plus de dignité sous le feu de la bataille que sous la fusillade d'une cour martiale. Nous sommes forcé de penser que Maximilien, entraîné à la mort par une faction coupable, a toujours cru à un dénouement pacifique, et la preuve certaine en est qu'il a refusé à ses six généraux de sortir de la place de Queretaro avec mille chevaux, pour courir à Mexico chercher les troupes de Marquez, resté sourd à l'appel du souverain. A ces mêmes généraux le suppliant de laisser le fidèle Méjia tenter cette expédition, sans laquelle ils prophétisaient un désastre, il a répondu par un refus. Cet acte collectif, où les signataires déclaraient remplir un devoir de conscience et de loyauté, est daté du 11 avril 1867. Désormais, l'idée fixe du prince était de remettre pacifiquement les pouvoirs, dont il s'était cru investi, entre les mains de Juarez, qu'il avait convié à une nouvelle entente : elle atteste la puissance de ses illusions. On ne saurait s'expliquer autrement la conduite

du jeune souverain. S'il avait cru marcher au combat et jouer la dernière partie de la monarchie, il n'aurait certes pas quitté sa capitale, prête à repousser tous les assauts, pour courir s'enfermer dans une ville ouverte, dominée par de fortes positions; il n'eût pas laissé derrière lui, à Mexico, cinq cents fidèles Hongrois qui lui eussent fait un rempart de leurs corps dans la mêlée, et dont les sabres lui eussent frayé un passage jusqu'à la mer. Malgré son abatement, causé par la douleur et par les fièvres, il eût saisi à deux mains ce glaive des Hapsbourg « qu'il avait tant d'impatience de brandir dès sa jeunesse. » Il a capitulé, parce que son caractère chevaleresque a cru à la magnanimité. Il oubliait, à ce moment suprême où ses fidèles Autrichiens se préparaient à mourir pour lui, qu'il avait à répondre avec raison du sang versé pour sa cause. L'ambition est une noble chose quand elle a pour but le bonheur d'un peuple. Un prince peut se tromper un instant sur la sincérité des suffrages de la nation qui, cédant à un entraînement passager ou à la compression, lui confie ses destinées. Mais l'épreuve est bientôt faite. Quand, après deux ans écoulés, les partis se déchirent encore sur tous les points du territoire, l'ambition qui persiste devient aussi condamnable que la main qui s'est levée contre la liberté d'un peuple, et la responsabilité des convulsions d'un pays remonte aux trônes, qui, s'ils échappent au jugement des hommes, ne peuvent échapper à la sévérité de l'histoire.

« L'escalier monumental du palais de Caserte est digne de la majesté. Quoi de plus beau que de se figurer le souverain placé en haut, et comme resplendissant de l'éclat du marbre qui l'environne, de se le figurer laissant venir jusqu'à lui les

humains. La tourbe monte gracieusement; le roi leur envoie un regard gracieux, mais qui tombe de haut. Lui, le puissant, l'impérieux, il s'avance vers eux avec un sourire d'une auguste bonté. Qu'un Charles-Quint, qu'une Marie-Thérèse parussent ainsi au haut de cet escalier, et je voudrais voir celui qui ne courberait pas la tête devant la majesté à qui Dieu donne la puissance. Moi aussi, pauvre éphémère, je sentis remonter en moi l'orgueil que j'avais déjà éprouvé dans le palais des doges de Venise, et je songeai comme il devait être agréable, en de certains moments trop solennels pour être fréquents, de se tenir au haut d'un tel escalier, de pouvoir laisser tomber son regard sur tous les autres et de se sentir le premier, comme le soleil dans le firmament. »

Telles sont les pensées, tracées de sa main, qui agitaient, en 1851, l'esprit de l'archiduc Maximilien pendant son séjour à Naples. Elles ont conduit le monarque éphémère sur les hauteurs de Chapultepec, qui masquaient à ses yeux une autre roche Tarpéienne. Trop à l'étroit dans l'ancien monde, il a été demander une couronne au nouvel hémisphère; il n'était pas de force à la porter. Rêveur, savant comme un Allemand, Maximilien n'était pas d'un caractère à tenter une telle aventure; d'une nature tendre, affectueuse pour tous les êtres qui l'approchaient, il n'était pas armé pour la lutte, et, comme les âmes faibles, il avait recours à la ruse. Le machiavélisme qu'il condamnait chez le citoyen, comme Charles I^{er}, il le proclamait hautement nécessaire chez le prince. Ambitieux, brave, généreux comme la race dont il était issu, il ne possédait pas la hardiesse astucieuse qui a fait si grande la maison de Savoie. Ultramontain par tradition comme par instinct, libéral par nécessité politique et par

entraînement du siècle, il consumait son activité à effacer le lendemain ce qu'il avait entrepris la veille, toujours incertain de la meilleure route à suivre. Sorti du Nord, il ignorait les passions qui fermentaient sous les latitudes brûlantes, et il se plaignait d'avoir été trompé sur les hommes comme sur les choses, ne s'apercevant pas qu'il se trompait lui-même. Car, enfant du droit divin, il avait prétendu régner par le suffrage populaire. Facile à dominer, il manquait de ténacité. Toute sa force résidait dans l'âme ardente de l'impératrice Charlotte. Brisé sans pitié par la politique américaine, qui était dans son droit, et la politique française, qui était cruellement égarée, vaincu par les événements comme trahi par ses propres forces, Maximilien a payé de sa vie la passion du pouvoir. Pourtant, on doit reconnaître qu'il souhaitait franchement le bonheur du peuple, par les suffrages duquel il s'était cru sincèrement appelé à l'origine. S'il a commis la faute de servir d'instrument à un parti rebelle, en même temps qu'au gouvernement français, on peut dire hardiment qu'il a été le moins coupable et le plus malheureux.

En achevant l'étude douloureuse de ce long drame, nous vons la conscience de n'avoir défendu que la vérité, heureux nous ne le cachons pas, d'avoir vu les faits accomplis venger la réputation d'une gloire militaire qui a pu commettre des fautes politiques dans un milieu aussi tourmenté que la cour de Mexico, mais qui a su rester pure. De quelque main qu'ils émanent, les nouveaux documents, qu'il importe à la sincérité de la critique de voir se produire, pourront contredire, mais non détruire les écrits authentiques sur lesquels nous nous sommes appuyé sans passion. L'avenir seul se chargera de reconstruire le passé avec tous les vrais maté-

riaux que chaque jour apportera au monument de l'histoire du second Empire français. Toutefois, des événements déjà connus, il ressort un grand enseignement : c'est que la politique des États, dont l'honnêteté doit être la devise, ne peut impunément se livrer à tous les hasards sans ébranler le pouvoir et sans compromettre le prestige de sa dignité, à l'intérieur comme à l'extérieur. Les gouvernements, qui ne peuvent oublier que les passions agitent l'humanité dans les plus hautes régions de la société comme à ses derniers échelons, ont mission de soumettre tous leurs actes au contrôle salutaire et préventif de leurs gouvernés, s'ils ne veulent s'exposer aux rigueurs du contrôle de la postérité.

15 octobre 1867.